

JOURNÉE MONDIALE DE LA SANTÉ

Rendre les hôpitaux accessibles en cas d'urgence

«**Sauvez des vies : des hôpitaux sûrs dans les situations d'urgence**», tel est le thème choisi cette année par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), pour la célébration de la Journée mondiale de la santé, qui est commémorée le 7 avril de chaque année.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Le choix du thème est inspiré de la situation catastrophique dans laquelle se sont retrouvés les hôpitaux de Ghaza, au lendemain des raids israéliens mais aussi au Darfour et dans tous les autres pays en conflit.

Dans le cas des catastrophes naturelles comme les tremblements de terre et les inondations, la défaillance dans la gestion des urgences a souvent été constatée. Les problèmes d'accessibilité aux structures sanitaires dans les situations d'urgence et le fait que ces édifices sont touchés eux aussi par les catastrophes, rend l'intervention des secours difficile.

En Algérie, cette situation a été constatée lors des inondations de Bab-El-Oued et du séisme de Boumerdès, où les structures d'urgence ne pouvaient pas contenir le nombre important de blessés d'autant plus que 50% de ces établissements ont été eux-mêmes touchés par les catastrophes. Le directeur régional pour

l'Afrique de l'OMS, M. Luis Gomes Sambo, a, dans son message adressé aux pays africains à l'occasion de cette journée, insisté sur la nécessité et l'obligation, pour ces derniers, de

revoir leurs politiques de construction des établissements de santé et la planification physique de leurs villes, cités et villages afin de mettre les hôpitaux à l'abri des catastrophes et surtout les rendre accessibles dans les situations d'urgence.

Les établissements de santé doivent également élaborer des plans de préparation et de riposte aux

situations d'urgence et procéder à des exercices de simulation de dégâts massifs pour tester les plans et mieux les affiner. Pour l'année 2009, l'OMS compte bien accompagner les pays dans l'aménagement de leurs structures sanitaires de sorte à répondre rapidement aux situations d'urgence. Les établissements de santé doivent être accessibles aux pié-

tons et aux véhicules et les voies d'accès protégées des dangers. Est-ce le cas dans nos hôpitaux ? Si dans les zones éloignées d'Alger les structures de santé répondent plus ou moins à ces exigences, les grandes villes quant à elles, la capitale particulièrement, peinent à satisfaire aux conditions requises en matière d'accessibilité et de sécurité.

C'est en réponse à cette préoccupation que le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a décidé de construire un établissement de gestion des urgences sur l'autoroute ouest d'Alger, pour éviter aux ambulances de rentrer en ville dans les cas de catastrophes et de situations d'urgence.

R. M.

DEVANT LA PERSISTANCE DE LA DÉFAILLANCE
DU SYSTÈME D'APPROVISIONNEMENT

Les prix des fruits et légumes maintiennent leur flambée

La crise actuelle de la flambée des prix des fruits et légumes n'épargne aucun aliment. Cédés à des prix exorbitants, le simple citoyen, avec son revenu modeste, se trouve impuissant et vit de plus en plus mal cette situation qui semble ne pas inquiéter les dirigeants du pays.

Ben Aziz - Oran (Le Soir) - Des dirigeants plus occupés à préparer l'élection présidentielle, tournant ainsi le dos à cette crise et préférant consacrer leurs efforts à sillonner le pays pour convaincre les électeurs à aller, en masse, participer au vote.

Le simple citoyen ne se soucie guère de l'échéance du 9 avril, ce qui le préoccupe c'est de trouver le moyen de remplir son couffin «de nos jours, nous dira un citoyen, s'offrir quelques kilos de légumes frais est devenu un luxe».

Le citoyen est loin d'ignorer qu'il représente le dernier maillon d'une chaîne de commercialisation défaillante et se trouve être la victime directe de toutes les spéculations qui influent sur le système d'approvisionnement des marchés locaux.

En fait, avant que la marchandise atterrisse sur les étals des marchés de détail, elle parcourt plusieurs étapes, à commencer par les exploitants agricoles, qui cèdent souvent la quasi-totalité de leurs récoltes aux «courtiers agriculteurs» qui la revendent aux mandataires.

Une fois parvenue au marché de gros, ce sont souvent les «mandataires-bis» (certains commerçants exerçant dans l'informel) qui achètent la marchandise, pour que dans la majorité des cas, la grande partie de la récolte se vende aux stockeurs (propriétaires des chambres froides), qui à leur guise, décident soit de conserver la marchandise fraîche afin d'augmenter les prix ou à maintenir la quantité dans leurs locaux, le temps d'écouler leurs anciens stocks.

Puis la marchandise arrive aux vendeurs détaillants de fruits et légumes, ex-mêmes divisés en deux catégories : ceux qui travaillent conformément à la réglementation et d'autres qui préfèrent exercer dans l'informel.

Pour cette saison, le problème n'est pas lié au stockage, selon la majorité des mandataires que nous avons contactés, à l'instar de M. Abouda Mahieddine, également membre de l'association des mandataires des halles centrales d'Oran, qui nous a précisé que «la récolte hivernale de la pomme de terre ne peut être stockée, par contre, la prochaine production le pourrait».

M. Abouda nous a fait remarquer que «les dernières intempéries qui ont marqué les diverses régions du pays ont fort contribué à la pénurie des différents fruits et légumes,

notamment la pomme de terre et la tomate».

Pour leur part, les agriculteurs, particulièrement ceux qui pratiquent les cultures sous serres (tomate, piment...), avec lesquels nous avons pris contact, ont partagé le même avis, ajoutant que «c'est uniquement pendant cette période creuse de l'année que le citoyen ressent vraiment la faiblesse de la récolte, même si nous la signalons des mois auparavant».

Cette fois-ci encore, l'Etat s'est montré impuissant pour faire face à cette crise, qui a coïncidé à quelques jours seulement avec l'élection présidentielle.

L'échec de tout ce dispositif de maintien des prix est flagrant, que se soit pour le ministère de l'Agriculture (l'échec du système de régulation des produits agricoles de large consommation), ou encore l'échec essuyé par le ministère du Commerce (contrôle des prix et de la concurrence).

D'ailleurs, à ce sujet, nous avons interrogé un responsable de la DCP d'Oran sur le rôle de cette institution dans ce cas de figure, notre interlocuteur nous a expliqué que «la réglementation en vigueur n'a pas prévu des prix fixes pour les fruits et légumes», qui a ajouté que «la règle de l'offre et de la demande est le seul facteur qui détermine la valeur du produit, qui est totalement soumis à la liberté des prix», précisant que «par contre, si la fraude concernait des défauts de facturation, de registre ou de stockage illicites, les équipes déployées sur le terrain peuvent intervenir».

En revanche, cette argument avancé par ce responsable de la DCP n'exclut pas la part de responsabilité de son institution dans l'aggravation de la situation, puisque selon le directeur du marché de gros d'Oran, M. Abdel Dayem Fouzi, «le nombre de personnes exerçant dans l'informel, dans le secteur du commerce des fruits et légumes, vente en gros au sein du marché lui-même ou dans ses alentours ne cesse de se multiplier».

Ce responsable nous a fait savoir que sa demande adressée à la DCP

pour le redéploiement de ses agents, transmise depuis près de deux ans, est restée lettre morte.

M. Abdel Dayem estime que «depuis que le marché a été déserté par les agents du service communal de l'hygiène, de la DCP, des forces de l'ordre, suite à l'ordonnance de déménagement du marché vers un autre site, transmise par le wali d'Oran, la situation est devenue insurmontable».

Pour sa part, le président de l'association des mandataires, M. Oukbi Baghdad, tout en soutenant le point de vue du responsable de l'unique marché de gros d'Oran, nous a précisé que «les commerçants informels aggravent la flambée des prix par leur comportement irresponsable», déplorant ainsi d'un autre côté, la marge bénéficiaire excessive appliquée par ces derniers qui, selon lui, «ne leur a pas suffi d'échapper à la fiscalité mais ils persistent en imposant des marges bénéficiaires draconiennes sur les prix des produits vendus».

Ce qui semble malheureusement persister, c'est que le citoyen continue d'être la victime de la défaillance du système d'approvisionnement des marchés en produits alimentaires, sans oublier le diktat des «barons» du stockage.

En attendant, la pomme de terre est à 90 DA le kilo, la tomate, quant à elle, a atteint les 140 DA le kilo, la plus petite est affichée à 90 DA, le haricot vert a battu le record à 220 DA le kilo, le poivron à 180 DA, la laitue à 80 DA, les petits pois entre 60 et 80 DA le kilo, alors que la fève est à 50 DA et que les artichauts et l'aubergine sont à 120 DA...

Durant notre petit tour au marché de La Bastille, un citoyen est interpellé par un militant qui mène la campagne de l'un des six candidats à la présidentielle afin qu'il accepte un petit calendrier avec au dos la photo du candidat, le citoyen lui rétorqua «je n'en veux pas de ton bout de papier et qu'on ne me pose pas la question si je vais aller ou non voter ! Face à ces prix, je pense que ma réponse est claire !».

B. A.

KADIRIA

L'assassin de Mohamed-Amine arrêté

Un mois après la mort tragique de Mohamed-Amine, âgé de 14 ans, au niveau de la ville de Kadiria, commune située à 30 km au nord-ouest de Bouira, et qui avait jeté l'émoi et la consternation dans toute la ville, les services de la Gendarmerie nationale ont mis la main sur l'assassin. Il s'agit de l'oncle paternel de la victime. Cet oncle qui, pendant toute la durée du deuil, était aux côtés de la famille du défunt.

D'après les informations en notre possession, les éléments de la Gendarmerie nationale, après avoir entendu tous les membres de la famille du défunt et son entourage, ont fini par identifier l'assassin qui avait, rappelons-le, étranglé Mohamed-Amine à l'aide d'une corde avant de le jeter sur la voie ferrée dans l'espoir que le corps soit méconnaissable après le passage du train pour cacher son crime.

Malheureusement pour lui, le corps sans vie de Mohamed-Amine fut découvert avant le passage du train et l'autopsie aurait conclu à un assassinat et non au suicide. Une conclusion qui a poussé les éléments de la Gendarmerie nationale à enquêter au niveau de l'entourage de la victime.

A la fin, l'assassin, K. R., âgé de 40 ans, qui n'est autre que le frère du père de la victime, a avoué avoir agi de la sorte après que le défunt eut pris l'habitude de lui voler de l'argent pour s'acheter de la drogue.

Conduit à la brigade de la gendarmerie, le mis en cause a été incarcéré après son audition par le procureur pour répondre des faits retenus contre lui et que lui-même avait fini par avouer.

H. M.